



HAL
open science

Tradition-modernisme problématique de la malgachisation dans la réforme de l'enseignement à Madagascar

Allain Bruno Solofomiarana Rapanoël

► **To cite this version:**

Allain Bruno Solofomiarana Rapanoël. Tradition-modernisme problématique de la malgachisation dans la réforme de l'enseignement à Madagascar. *Kabaro*, revue internationale des Sciences de l'Homme et des Sociétés, 2010, Construction identitaire et interculturalité dans le monde indo-océanique, V (6-7), pp.69-80. hal-03538411

HAL Id: hal-03538411

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-03538411v1>

Submitted on 21 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

TRADITION-MODERNISME : PROBLEMATIQUE DE LA MALGACHISATION DANS LA REFORME DE L'ENSEIGNEMENT A MADAGASCAR

DR ALLAIN BRUNO SOLOFOMIARANA RAPANOËL
MCF, UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

Résumé

Le gouvernement malgache a défini dans le MAP (Madagascar Action Plan) que l'éducation fait partie des engagements prioritaires pour assurer le développement durable du pays. Aussi, à partir de l'année scolaire 2008-2009, des mesures ont-elle été prises afin d'apporter des réformes au niveau de l'enseignement dont les plus essentielles consistent à rallonger l'éducation fondamentale à sept ans et la malgachisation. Des questions se posent quant à la pertinence d'un

téléchargement : Comment négocier avec le moindre mal une telle transformation ? Quelles seraient les stratégies éducatives à mettre en œuvre (pédagogie, contenu) dans sa réalisation ? C'est pour donner des pistes de réponses à ces questionnements que la présente communication essaie de fournir en proposant un tableau de la situation actuelle de l'enseignement, notamment dans un milieu rural enclavé, et d'avancer les idées de l'opinion publique, et de l'auteur en particulier, sur la malgachisation de l'enseignement

L'éducation fait partie du droit fondamental de l'homme. Non seulement elle vise à promouvoir la qualité humaine mais encore elle fait partie du processus de socialisation, garant de l'intégration. De par son adhésion aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (O.M.D.), Madagascar a souscrit à l'Education Pour Tous (E.P.T.). Le gouvernement actuel a défini dans le Madagascar Action Plan (M.A.P.) que l'éducation fait partie des engagements prioritaires pour assurer le développement durable du pays¹. Aussi, à partir de l'année scolaire 2008-2009, les autorités ont apporté des réformes au niveau de l'éducation fondamentale¹ dont la durée est désormais de sept ans, avec comme substrat la malgachisation de l'enseignement. Face au changement qui est en train de s'opérer, le débat reste ouvert : certains y perçoivent une politique volontariste, d'autres demeurent méfiants en critiquant la précipitation quant à son mode d'application. Par mesure de prudence, et pour ne pas trop bouleverser la situation, l'Etat a décidé de faire l'expérience à travers 20 CIRCOSCO² de l'île.

¹ Madagascar Action Plan : Engagement 3, Défis N°1, 2, 3, 4, 5.

² Circonscription Scolaire.

Dès lors, des questions surgissent à l'esprit : Comment négocier avec le moindre mal une telle transformation ? Les responsables de l'éducation sont-ils prêts pour engager la réforme ? Les conditions sont-elles remplies pour mener à terme le processus (ressources humaines, infrastructures, matériels...) ? Quelles sont les stratégies éducatives à mettre en œuvre (pédagogie, contenu...) dans sa réalisation ?

Tant de questionnements méritent réflexion, et c'est dans le but d'apporter notre contribution à leur éclaircissement que nous proposons quelques éléments de réponses. Loin d'être exhaustives pour prétendre à une généralisation, nos observations se sont surtout axées sur un milieu rural enclavé où l'enseignement en tant que culture étrangère fait face à la tradition. Notre choix s'est porté sur la commune rurale de Manantenina, région Anosy, où la population vit dans la pauvreté et dont le développement dépend en grande partie de l'éducation pour rendre rationnelle l'exploitation des potentialités tant naturelles qu'humaines.

Pour le cheminement de nos idées, nous présenterons dans un premier temps un état des lieux de la situation scolaire et les problèmes liés à l'école, puis, en reportant notre réflexion sur un contexte plus global, nous aborderons la problématique de la malgachisation ; enfin nous terminerons notre approche en proposant des pistes, à titre indicatif, pour atteindre les objectifs fixés.

LES PROBLEMES LIES A LA SCOLARISATION EN MILIEU RURAL

D'une manière générale, en milieu urbain, la pauvreté constitue un obstacle direct à l'accès à l'école mais les familles s'efforcent, quitte à faire beaucoup de sacrifices, à scolariser les enfants dans le but d'exercer un métier ultérieurement. Il y a une stratégie d'ascension sociale. En milieu rural, la pauvreté influe aussi sur la scolarisation mais la famille pose une équation d'équilibre entre les coûts et les bénéfices attendus, et l'école n'est pas encore parvenue à convaincre de sa valeur utilitaire, d'où le désintérêt envers cette institution. Pour être plus explicite, nous allons présenter la situation scolaire dans notre commune cible et évoquer les problèmes liés à la scolarisation et la perception de l'école par les parents.

LA SITUATION SCOLAIRE A MANANTENINA

Dans son engagement 3 (transformation de l'éducation), défi 2 (créer un système d'éducation primaire performant), le MAP avance que :

Du point de vue social et civique, l'éducation est un droit pour le citoyen et un devoir pour l'Etat. Elle représente une étape nécessaire au

développement de la société et à l'éradication de la pauvreté. Du point de vue économique, l'éducation est un investissement : aujourd'hui elle représente une dépense qui servira à produire demain un supplément de richesse et de bien-être³.

Qu'en est-il de la situation à Manantenina ?

La commune affiche une population totale de 8581 individus regroupés en 1618 ménages⁴. Parmi les traits généraux, c'est une population jeune car 4725 (soit 55,06%) ont moins de 17 ans, et, du point de vue de la situation scolaire, 1969 d'entre eux (41,67%) fréquentent l'école. Les 2 756 restants se trouvent en dehors du système dont 1906 sont trop jeunes (entre 0 et 5 ans). Parmi les autres non scolarisés, on remarque trois catégories : ceux qui ont récemment quitté l'école (ils y ont été l'année d'avant) ils sont au nombre de 120 ; puis il y a ceux qui y sont déjà allés dans leur vie (186) ; et enfin ceux qui n'y sont jamais allés (544), pour différentes raisons dont la non possession d'acte de naissance.

Concernant la répartition des établissements scolaires, il y a une forte disparité entre le Nord où se trouvent les centres urbains secondaires (Manantenina, Manambato, Ambalateza), et le Sud où il y a plusieurs fleuves et rivières, donc difficilement accessibles.

Cette présentation nous montre les axes des efforts à fournir pour atteindre l'objectif de l'Education Pour Tous. Pour faciliter l'accès à l'enseignement, l'Etat a pris la décision d'accepter les inscriptions des enfants n'ayant pas d'acte de naissance, mais de régulariser la situation ultérieurement. D'autres mesures ont été prises pour solliciter les parents à la scolarisation des enfants telles que la dotation de kits scolaires, l'exonération des frais d'inscription etc. Toutefois, les résultats se font attendre de par l'interférence de variables socioéconomiques, culturelles, psychologiques...

LES FACTEURS BLOQUANTS DE LA SCOLARISATION

Ils sont de différents ordres et convergent vers l'état de pauvreté tant matériel que culturel dans le sens bourdieusien⁵ du terme.

Facteur économique

Deux activités principales occupent les chefs de ménage de la commune de Manantenina : l'agriculture (58,47%) et la pêche (27,44%). Puis viennent par ordre décroissant les artisans (3,46%), les commerçants (3,40%), les personnels de l'éducation (2,10%)... Pour tous secteurs confondus, le revenu annuel moyen du ménage est de 945 000Ar, soit

³ MAP 2007- 2012, p. 53.

⁴ Enquête personnelle, 2006.

⁵ Bourdieu, P., Passeron, J.-C. : *Les héritiers* (éd. Minuit, 1985).

2 590Ar par jour (avoisinant l'équivalent d'un euro) et dénote la précarité du mode de vie des habitants.

Pour les agriculteurs, le revenu moyen est de 850 000Ar. Les conditions pédologiques et la tradition freinent l'accroissement de la production. En effet, même si la zone est bien arrosée (présence de fleuve et de rivières), le sol rocailleux ne peut être cultivé, et la population est obligée de pénétrer à l'intérieur des terres, où culminent des montagnes et des forêts pour pratiquer la culture sur brûlis héritée des ancêtres mais dont la production reste peu élevée.

Concernant les pêcheurs, leur revenu moyen annuel est de 1350000Ar par tête, ce qui est nettement supérieur à celui de leurs pairs agriculteurs. La pêche aux langoustes, dont les produits sont collectés par les exportateurs avec des moyens modernes (avion, camion frigorifique), constitue une source assez rémunératrice. On peut en déduire qu'il y a circulation du capital, mais les producteurs en tirent-ils profit ? La théorie du développement sur les *effets de démonstration* peut servir de réponse. L'attrait au mode de vie des pays avancés influence énormément cette catégorie de personnes. Le surplus obtenu n'est pas drainé à l'investissement mais dépensé ostentatoirement dans des libertinages (consommation de boissons alcooliques notamment) et des cérémonies rituelles. Nos interviews approfondies ont fait montre que l'ensemble de cette population est endettée au point où elle vend à l'avance, à un prix inférieur, les produits qu'elle s'appropriera ultérieurement.

Face à une telle situation, quelle part du budget du ménage est attribuée à la scolarisation des enfants ?

Pour la commune de Manantenina, 898 sur les 1618 ménages ont envoyé leurs enfants à l'école, soit un taux de 55,50%. La dépense moyenne annuelle par enfant est de 50600 Ar. A la question de savoir si les revenus peuvent subvenir à ces dépenses : 620 ont répondu par l'affirmative (70,14%), et le reste peine pour s'en acquitter (29,86%). Pour cette dernière catégorie, les parents sont obligés d'emprunter de l'argent ou de vendre leurs biens. Aussi, sur la totalité des ménages, seuls 620 peuvent envoyer, sans trop de problème financier leurs enfants à l'école, ce qui est peu et reflète l'état de pauvreté dans lequel vit la population.

Déficit du capital culturel

Nous relevons deux types de comportement qui affectent la scolarisation des enfants : le désintérêt envers la culture scolaire et l'attachement à la tradition.

Parmi les 1 618 ménages enquêtés, 1 199 chefs de ménage ont fréquenté l'école, soit 74,10%. Nous pouvons remarquer que même les parents qui ont été scolarisés rechignent pour envoyer leurs enfants à l'école. La scolarisation constitue la moindre des préoccupations des ménages compte tenu de leur situation de pauvreté et de la pérennisation

d'une éthique sociale rétrograde qui veut actualiser et réactualiser en permanence les valeurs de la tradition selon le concept de l'habitus de Bourdieu⁶. L'école est loin de refléter l'image de la réussite sociale. Elle est plutôt le symbole d'une institution étatique coercitive à laquelle on se soumet par pure et simple logique d'accommodation politique et sociale, c'est-à-dire pour ne pas avoir des rapports conflictuels avec l'Etat ou l'autorité locale. De toutes les interventions relatives à la dynamique de la vie communautaire, l'initiative de scolarisation est parmi les plus mésestimées. Parmi les causes, citons l'inadéquation de la formation à des emplois n'existant qu'à titre de pré-supposés. L'étroitesse du marché du travail ne répond pas à la logique d'un enseignement élitiste.

En outre, nos observations nous ont permis de constater que malgré l'état de précarité dans lequel se trouve la population, les rites liés à la tradition (funérailles, circoncision...) font l'objet de dépenses ostentatoires au détriment de la scolarisation des enfants. En plus, la société a tendance à adopter une éducation différenciée entre filles et garçons et ne favorise pas une éducation scolaire épiciène.

Bref, les facteurs bloquants à la scolarisation sont de différentes sortes dont les plus essentiels sont l'économie et le social, l'état de pauvreté et le poids de la tradition. Face à cette situation, la malgachisation répond-elle à la problématique soulevée par l'enseignement de former des jeunes opérationnellement qualifiés ?

LA MALGACHISATION DE L'ENSEIGNEMENT : ENTRE SUSPICION ET CONVICTION

L'idée de malgachisation n'est pas nouvelle, elle a déjà été au centre des revendications lors du mouvement populaire de 1972 et remise à jour par le gouvernement actuel.

LA REMINISCENCE DE 1972

À partir des événements de mai 1968 en France et l'apparition à Madagascar, quoique d'une manière clandestine, d'une idéologie marxiste, la population a commencé à critiquer la politique d'assimilation héritée de la colonisation et continuée par la 1^{re} République. Sur le plan scolaire, l'enseignement a été jugé inadapté car il ne véhicule pas les valeurs nationales et n'intègre pas l'élève dans son milieu naturel. En outre, l'école est apparue comme trop sélective pour ne favoriser qu'une frange de la population.

⁶ Bourdieu, P., Passeron, J.-C. : « Les héritiers » (éd. Minit, 1985).

Le changement réclamé a consisté à enseigner en malgache le contenu du programme scolaire en vue de démocratiser l'enseignement. L'orientation d'une telle politique a été incluse dans la loi 78-040 du 11 juillet 1978. Toutefois, sa réalisation a nécessité une structure d'encadrement et de suivi, des personnels qualifiés suffisants. Concernant la politique linguistique, la réforme a nécessité l'élaboration d'un corpus sémantique, morphologique, mais le manque de scientificité dans ce domaine a généré une formation hybride car les élèves n'ont pas pu maîtriser ni le malgache ni le français.

Enfin, parmi les faiblesses de la loi 78-040, relevons la confusion entre démocratisation et massification. Le principal souci du gouvernement a été la création de bâtiments scolaires sans se préoccuper de la qualité. C'est lors de cette période qu'on a recruté des V.S.N. (Volontaires pour le Service National) pour combler le manque de personnel alors qu'ils n'ont pas reçu au préalable de formation pédagogique.

Comme résultat, au début des années 80, le système éducatif s'est beaucoup dégradé au point où l'opinion publique a qualifié les élèves de génération sacrifiée. La précipitation dans l'application de la malgachisation a occulté sa dimension fondamentale, à savoir l'adéquation entre le contenu de l'enseignement et la réalité vécue.

LA REFORME DE 2008

Les grands axes

Pour remédier au décrochage scolaire dû à diverses raisons dont les facteurs géographique (éloignement des établissements), pédagogique (contenu, stratégie éducative, environnement), sociologique (mariage précoce des filles, attachement aux pratiques traditionnelles), l'Etat a préconisé des réformes pour l'endiguer. Parmi les mesures prises, relevons l'allongement du cycle primaire à sept ans, la révision du contenu, et l'adoption du malgache comme langue d'enseignement. Ces différents changements ont pour objectif de rendre l'école plus proche de la population et de répondre aux aspirations de malgachiser l'enseignement, c'est-à-dire de préserver les spécificités propres à la nation.

L'allongement du cycle primaire

Dans l'ensemble, le taux de survie dans l'enseignement primaire n'est pas très reluisant à Madagascar. Sur 100 garçons qui entrent en première année, 40 arrivent en cinquième année, et sur 100 filles seules 30 y parviennent. Parmi les raisons évoquées, c'est surtout l'éloignement de l'école du lieu de résidence qui ne motive pas les enfants. Pour 60% des enfants malgaches, l'école la plus proche est à plus de 5 kilomètres à pieds

de leurs lieux d'habitation⁷, et pour notre commune d'observation s'ajoutent les cours d'eau difficilement guéables, surtout en période de pluie. Un enfant qui commencerait sa scolarisation ne pourrait s'accommoder d'une telle situation. Parmi les conséquences, un taux de redoublement élevé est observé : 40% en classe de 11^e, 31% en 9^e et 25% en 7^e⁸.

En outre, nous remarquons que les filles sont plus sujettes à l'abandon scolaire par rapport aux garçons. Selon la tradition, le rôle dévolu à la femme rend superflues des études trop poussées. Les femmes dépendent des hommes économiquement et suivent ces derniers après le mariage, donc constituent un investissement peu rentable pour la famille. De plus, leurs rôles se résument essentiellement aux tâches domestiques au foyer qui ne nécessitent pas beaucoup d'études.

L'absence de certains niveaux dans le cycle primaire figure parmi les causes de l'abandon scolaire. En effet, près de 40%⁹ des écoles primaires n'offrent même pas les cinq années d'étude du cycle primaire, et le passage en classe supérieure nécessite une migration vers une agglomération plus importante, et occasionne des dépenses supplémentaires

Face à ces différents problèmes, l'Etat a pensé que la solution serait de rallonger le primaire à sept ans et de multiplier les établissements scolaires. À ce propos, lors de la cérémonie officielle pour le recrutement de 2 719 enseignants au palais d'Iavoloha le 12 septembre 2008, le Ministre de l'Education Nationale a fait mention de la construction de 23 462 nouvelles écoles jusqu'à 2015 et la restauration des 22 070 existantes. Ces mesures offraient plus de compétences aux élèves pour le futur et amoindrieraient les déplacements, voire les migrations, source d'abandon scolaire.

Le contenu

L'objectif du réaménagement curriculaire est d'armer les élèves à faire face aux réalités existentielles, leur offrir les compétences nécessaires à affronter la vie d'adulte. Nous ferons mention ici des changements opérés en classes de T₁ (12^e) et T₆ (6^e).

Pour les deux classes, 3 groupes de matières sont observés : les sciences sociales et le malgache ; les langues ; les mathématiques, la science et la technologie. Dans le détail, le premier groupe contient le malgache (7 heures par semaine pour la T₁ et 3 heures pour les T₆) ; les sciences sociales (3 heures pour la T₁ et 3 heures pour la T₆), l'art (2 heures pour la T₁ et 1 heure pour la T₆). Pour les langues, la T₁ apprendra le français (5 heures) tandis que la T₆ aura le français (3 heures) et l'anglais (3 heures). Enfin pour les matières scientifiques et

⁷ EPM 99 Ministère de la Population : « Enquête Prioritaire auprès des Ménages » 1999.

⁸ Tableau de bord social, secteur éducation, juillet 2002, MIN ESEM/ PNUD.

⁹ Rapport National sur le Développement Humain 2003.

technologiques, elles comprennent les mathématiques (5 heures pour la T₁ et 7 heures pour la T₆), les sciences et la technologie (2 heures pour la T₁ et 5 heures pour la T₆), l'éducation sportive (1 heure pour les deux classes). Dans l'ensemble, l'élève aura 25 heures d'occupation hebdomadaire pour la T₁ et 27 heures pour la T₆ qui seront sériées en cours et études de cas pratiques.

D'une manière générale, la réforme fait montre d'un souci d'authenticité et d'ouverture. La culture malgache y tient une place de choix et la culture scientifique n'est pas laissée en reste.

La langue d'enseignement

Le malgache est utilisé pour les explications jusqu'en classe de 7^e, et le français sera la langue d'enseignement à partir de la 6^e selon la politique du gouvernement. La langue maternelle est plus appropriée à l'initiation de l'enfant aux connaissances scolaires, tandis que le français l'introduira aux cultures scientifiques et servira d'ouverture dans le contexte de mondialisation.

Tels sont les grands axes de la réforme initiée par l'Etat, il reste à savoir si la population et les acteurs de l'éducation sont favorables à son application.

Les opinions en vue de la réforme

La rémanence de 1972

L'expérience malheureuse de la malgachisation de 1972 est encore tellement présente à l'esprit des Malgaches et le fait de l'évoquer provoque une certaine amertume. Parmi les erreurs à l'origine de cet échec on peut évoquer une préparation précipitée et dictée uniquement par une animosité à caractère xénophobe vis-à-vis du français, langue du colonisateur. Le même empressement suscite des doutes quant à sa nécessité dans la situation actuelle. Le gouvernement semble confondre vitesse et précipitation et l'immaturation du projet laisse planer des doutes sur l'efficacité d'une telle politique.

Se rangeant dans cette catégorie d'opinion, les catholiques font montre d'une prudence excessive, pour ne pas dire d'une hésitation suspicieuse à l'égard du projet. Force est tout de même de remarquer que les établissements scolaires catholiques affichent une renommée certaine auprès de l'opinion publique de par leur qualité et aussi de par leur nombre. En effet, le seul archidiocèse d'Antananarivo, par exemple, dispose de 1 007 centres de formation et d'enseignement pour 145 000 apprenants et 8 000 enseignants¹⁰. Dans la capitale, les écoles catholiques sont des références pour la réussite aux examens officiels.

¹⁰ Synode archidiocèse, novembre 2008.

Concernant la réforme, les propos du Vicaire Général d'Antananarivo ont été clairs lors de la rentrée solennelle des écoles catholiques du 15 octobre 2008 : « La décision de se conformer ou non à la réforme scolaire ne sera connue qu'après l'année 2012. C'est à partir de cette date que nous déciderons du chemin à prendre ». Et l'Archevêque a ajouté lors de cette même cérémonie que « les élèves ne doivent pas servir de cobayes ». Aussi, pendant la période probatoire fixée par l'Etat (2012), la Direction de l'Enseignement Catholique (DIDEC) va déployer une stratégie pour suivre de près l'évolution de l'éducation. Un cercle de réflexion sera mis en place pour rendre compte des points forts et faibles de ce nouveau programme d'enseignement. L'évaluation de la réforme sera décentralisée dans toute l'île via des commissions techniques. Dans le cas où les écoles catholiques décident de passer outre la réforme, des mesures d'accompagnement seront prévues pour rassurer les parents, étant donné que le programme scolaire ainsi que les examens officiels peuvent être consultés dans le journal officiel.

En réponse au découpage de cycle en 7-3-2, les catholiques proposent une autre formule 6-3-3. Ce projet prévoit de reporter le primaire jusqu'à la sixième année. Le collège sera écourté de trois ans et assurera l'orientation future de l'élève. La spécialisation s'effectuera au lycée qui se déroulera en trois ans.

Aussi, le débat est-il ouvert et l'Etat doit faire preuve de dynamisme et de rigueur dans sa volonté d'expérimentation de la réforme à travers les 20 CISCO cibles.

Le manque de continuité dans les projets d'éducation

Parmi les critiques adressées à l'Etat figure son manque de volonté à poursuivre le but qu'il s'est fixé à travers les différentes stratégies éducatives qu'il a voulu adopter.

Durant l'année 2004, il a été décidé d'appliquer l'approche par les compétences (A.P.C.), en remplacement de la pédagogie par Objectif (P.P.O.) selon la loi 2004-004 du 25-07-04. Son application a commencé en 2005-2006. Des problèmes ont été observés¹¹ tant au niveau de la maîtrise de la pédagogie par les enseignants, que du point de vue matériel (non confection de cahier de situation) et des effectifs. Au lieu de réajuster le projet, l'Etat a préféré changer de stratégie par l'application de l'approche par les situations (A.P.S.) dans le cadre de la nouvelle réforme.

De telles situations laissent les acteurs de l'éducation pantois. Et on se demande s'il y a une continuité dans ces différentes décisions ou si les changements successifs de ministres sont en relation avec ces différentes

¹¹ Solofomiarana Rapanoël, B.A., « L'approche par compétences, une nouvelle réforme du système scolaire primaire à Madagascar » (Séminaire International « Dynamiques identitaires et formation tout au long de la vie » Mayotte 2-3/11/07).

approches ? Chacun a sa propre vision du problème. Dans les faits, trois ministres ont expérimenté trois stratégies en trois ans.

Le manque de continuité est aussi critiqué au niveau de chaque cycle. Dans la situation actuelle, des réformes sont initiées au niveau du cycle primaire, qu'en est-il du collège et du lycée ? Quant à l'enseignement supérieur, il y a des perspectives de migration vers le système L.M.D. à partir de 2009 mais est-on prêt pour un tel basculement ?¹²

Finalement des doutes sont observés en ce qui concerne la réforme de l'enseignement à Madagascar. Quelles propositions peut-on avancer pour les lever ?

SUGGESTIONS POUR LA MALGACHISATION DE L'ENSEIGNEMENT

Objectivement, nous pensons que la malgachisation de l'enseignement est une orientation incontournable pour améliorer le système éducatif malgache, le problème se pose quant à la façon dont elle doit s'opérer pour gagner la confiance de la population.

NECESSITE D'UNE APPROCHE PARTICIPATIVE

Malgré la pertinence et la nécessité de la réforme, le concours des différentes entités contribuant à l'éducation est indispensable pour acquérir la légitimité. Une concertation associant des représentants des divers acteurs éviterait les critiques et dénonciations des uns et des autres. Les erreurs du passé peuvent servir de point de départ à la nouvelle orientation et nul n'est besoin de les stigmatiser par l'évocation d'un concept resté flou et traumatisant à l'ensemble de la population. L'importance de l'enjeu, puisqu'il s'agit de l'avenir d'une nation, impose une large consultation et non de se contenter d'une approche verticale si judicieuse soit-elle. C'est là un des fondements des critiques jusque là adressées aux responsables. La position des catholiques n'est pas radicale, leur doute relève surtout de l'ignorance à leur endroit dans l'élaboration du projet.

Outre la participation des spécialistes de l'éducation, l'implication du monde du travail est tout aussi souhaitable. L'objectif final de l'enseignement est l'insertion au milieu professionnel, et de ce fait, un élargissement des promoteurs à ce niveau s'avère indispensable. Les différents secteurs d'activités (primaire, secondaire, tertiaire) ont des expériences et des approches prospectives dont il convient de tenir compte.

¹² Solofomiarana Rapanoël, B.A., « L'individualisation – une pédagogie innovante pour l'enseignement supérieur malgache » (Revue n° 1, Fac D.E.G.S., 2008).

Certes, l'expérimentation est en cours, et les réajustements améliorent toujours l'existant et comme l'affirme le proverbe malgache « ny hevity ny maro mahataka-davitra », littéralement : « Les différentes opinions mènent loin ».

CONJUGUER TRADITION ET MODERNITE

Une telle concertation déboucherait sur la détermination d'un profil de l'enseignement qui tiendrait compte des besoins de la société : une valorisation de l'authenticité dans la dynamique de la mondialisation.

Nous ne prétendons pas dans cette communication apporter des détails quant au contenu des curricula en vue d'atteindre les objectifs. Néanmoins, nous voulons indiquer des grands axes à suivre pour la réalisation d'un tel projet.

La qualité de la philosophie¹³ qui est à la base de la sélection et de l'organisation du contenu a toujours été occultée dans l'histoire de l'enseignement à Madagascar. Désormais, dans toute perspective de réforme, il s'avère nécessaire de réfléchir sérieusement sur le type d'homme que l'école doit former : un homme qui a sa culture, sa civilisation et qui, malgré les péripéties de l'histoire, a gardé dans son vécu quotidien des valeurs léguées par ses ascendants. La connaissance de la nature humaine spécifique à un milieu est indispensable pour envisager l'éducation qui lui soit propice. L'école ne doit plus être considérée comme ce temple du savoir qui fait fi des réalités quotidiennes. Certes, certaines valeurs peuvent apparaître désuètes quant à leur efficience, aussi il faut faire un inventaire de celles qui restent pertinentes par rapport au contexte.

Toutefois, la mise en valeur de la tradition ne doit pas se manifester par une inhibition qui refuse l'extérieur. Le renforcement de l'ethnocentrisme entraîne une atrophie de la culture : celle-ci s'affaiblit intérieurement car elle ne se nourrit plus d'éléments extérieurs à elle-même. Les signes extérieurs de cette exténuation sont visibles dans l'autoglorification culturelle sans aucune distance critique, dans l'absence d'une véritable innovation à cause de la néophobie.

Actuellement, la science et la technique font partie intégrante de la culture moderne. Sous diverses formes, la science est devenue un moyen essentiel pour connaître le monde, elle propose des lois qui aident à comprendre le milieu environnant, son enseignement est considéré comme une composante fondamentale de la culture générale. Le souci est de replacer l'école dans la dynamique de la société humaine en général.

Toujours dans cette perspective d'ouverture, la malgachisation de l'enseignement ne doit pas se tromper de cible. Certes, un effort doit être effectué dans l'enrichissement sémantique et syntaxique, toutefois s'obstiner à se contenter du malgache comme langue d'enseignement présente

¹³ Reboul, O. : « La valeur de l'éducation ».

des limites. À notre avis, malgré les souvenirs malheureux de la colonisation, le français est un héritage historique qui nous a permis d'avoir le contact avec la civilisation européenne. Désormais, il fait partie de notre univers culturel et son usage est observable dans différents domaines de la vie sociale (administration, mass-média, textes et lois...), et en particulier dans l'enseignement. La malgachisation doit être comprise comme une adaptation du contenu aux besoins et vécu de la population et la langue n'est qu'un outil pour y parvenir. Ne sommes-nous pas en train de confondre moyen et but ? Dans le contexte actuel de mondialisation, ne vaut-il pas être mieux armé que d'être limité dans les moyens ? Serions-nous enclin à une politique d'autarcie nous isolant du reste du monde ?

En guise de conclusion, nous reconnaissons que le système éducatif malgache actuel mérite des améliorations et la malgachisation constitue une orientation à considérer. Certes, les rémanences de 1972 restent encore vivaces à l'esprit de la population, et l'Etat semble entretenir le flou quant aux moyens et objectifs de la réforme. De plus, la prise de décision a occulté les différents acteurs de l'éducation dont la légitimité est remise en question. A notre avis, on est encore en début de processus et les stratégies sont toujours passibles de rectifications. Dans la réalisation du projet, il convient de déterminer, voire de clarifier les objectifs et d'évaluer les moyens pour y parvenir. Dans le contexte de mondialisation actuel, le dialogue des cultures est prôné dans cette dynamique, il faut savoir conjuguer tradition et modernisme. Il s'agit d'ouvrir les portes de l'éducation au monde extérieur tout en préservant l'originalité. En poussant plus loin, l'opportunité de la mondialisation peut être saisie comme un moyen pour transmettre la culture locale.

BIBLIOGRAPHIE

- BOURDIEU, P., PASSERON, J.-C., *Les béritiers*, Madagascar Action Plan 2007-2012, Éd. Minit, 1985.
- MINISTERE DE LA POPULATION, *Enquêtes prioritaires auprès des ménages*, 1999.
- PNUD, « Genre, développement humain et pauvreté » (Rapport National sur le Développement Humain), 2003.
- REBOUL, O., *La valeur de l'éducation*, P.U.F., 1992.
- SOLOFOMIARANA RAPANOEL, B.A, « L'individualisation – une pédagogie innovante pour l'enseignement supérieur malgache », Revue n° 1, Faculté DEGS, 2008.
- , « L'approche par les compétences, une nouvelle réforme du système scolaire primaire à Madagascar » (Séminaire International, CNAM, Mayotte), novembre 2007.